



# La Ferté-Macé

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIF PARTICULIERES

(C.C.A.P)

---

Rénovation du sol sportif gymnase Henri BROSSARD – La Ferté Macé

## SOMMAIRE

---

1	OBJET DU MARCHÉ .....	3
2	FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ .....	3
3	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	3
4	ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE .....	3
5	PARTIES CONTRACTANTES .....	3
6	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	4
7	DURÉE DU MARCHÉ.....	4
8	CONDITIONS D'EXECUTION .....	5
9	SUJETIONS PARTICULIERES.....	5
10	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
11	GARANTIE ET MAINTENANCE .....	6
12	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD CADRE.....	6
13	CAUTIONNEMENT, AVANCE, ACOMPTE ET RETENUE DE GARANTIE.....	7
14	PRIX.....	7
15	EXECUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ .....	8
16	DROIT – LITIGE – LANGUE - .....	10
17	RESPONSABILITE – ASSURANCE.....	10
18	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	11

## **1 OBJET DU MARCHÉ**

---

La Ville de LA FERTE MACE souhaite rénover le sol sportif du gymnase Henri BROSSARD.

## **2 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ**

---

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée du Code de la commande publique.

Le présent accord cadre n'est pas alloti.

## **3 PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

Sans objet.

## **4 ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE**

---

Sans objet.

## **5 PARTIES CONTRACTANTES**

---

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales – Techniques de l'Information et de la Communication, issu de l'arrêté du 16 septembre 2009 publié au Journal Officiel du 16 novembre 2009 sont désignés :

- Pouvoir adjudicateur :  
Le Maire de LA FERTE MACE
- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 à 62 du Code de la commande publique :  
Les Services Techniques de LA FERTE MACE  
Tél : 02 33.14.00.45  
Mail : [services.techniques@lafertemace.fr](mailto:services.techniques@lafertemace.fr)
- Comptable assignataire des paiements :  
TRESORERIE de LA FERTE MACE.

## 6 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seule foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique et financière du titulaire.
- Les Bons de Commandes établis par les personnes habilitées et validés par l'ordonnateur

Le CCAG, bien que non joint, est réputé connu du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire, contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

## 7 DURÉE DU MARCHÉ

---

Le présent marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

La notification du marché consiste en la remise, par voie dématérialisée permettant un horodatage certain, d'un exemplaire de l'acte d'engagement signée par l'Établissement et de ses annexes au titulaire.

L'établissement remet également sur demande du titulaire une copie de l'original de l'acte d'engagement signé par l'établissement et de ses annexes revêtues d'une mention dûment signée, indiquant que ces pièces sont délivrées en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

Les bons de commande pourront être adressés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché.

## **8 CONDITIONS D'EXECUTION**

---

La prestation doit être exécutée conformément aux normes françaises homologuées dans le domaine des télécommunications et dans les conditions définies dans le C.C.T.P. joint au présent C.C.A.P.

Le titulaire du marché est tenu de respecter la réglementation en vigueur, relative aux opérateurs de télécommunications, et en particulier être détenteur d'une licence d'opérateur délivrée par l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et Postales.

### **8.1 RESPONSABILITES DU CANDIDAT**

L'offre du candidat s'entend pour une réalisation complète telle que décrite dans le C.C.T.P. Elle comprend :

- L'installation
- Les fournitures spécifiées au C.C.T.P., le transport, l'installation, la mise en service, les opérations de contrôle et vérification.

Aucune omission dans la description d'un ouvrage ne peut soustraire l'entreprise à son obligation de l'exécuter.

Toutes les fournitures nécessaires aux prestations, y compris les modifications éventuelles des équipements existants sur les sites, font partie de la prestation demandée au titre du C.C.T.P.

Le candidat doit prendre en compte l'aménagement des sites, incluant toute sujétion nécessaire à l'installation.

### **8.2 PERSONNEL D'INTERVENTION**

Les personnes mandatées ou habilitées par le (ou les) titulaire(s) sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur informera le titulaire de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention et pourra en exiger le remplacement.

Le personnel d'intervention du titulaire du marché devra, en toutes circonstances, se conformer aux dispositions du règlement intérieur en vigueur dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur.

## **9 SUJETIONS PARTICULIERES**

---

### **9.1 SUJETIONS RESULTANT DU LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Le titulaire est réputé connaître, pour s'en être rendu compte personnellement, la nature des lieux et la situation des travaux, ainsi que des risques de toute nature qu'ils peuvent entraîner.

Le titulaire est, dans tous les cas, entièrement responsable vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur de tout incident ou accident pouvant subvenir du fait de son chantier ou des personnes qu'il emploie.

### **9.2 SUJETIONS RELEVANT DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le titulaire est réputé connaître les conditions techniques existantes au moment de l'établissement de son offre.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de conditions techniques insuffisantes à la satisfaction de ses services qu'il n'aura pas dûment signalées au moment de son offre.

## **10 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **10.1 ESSAI ET CONTROLE DES MATERIELS**

Les équipements mis en œuvre sont réputés intégralement contrôlés par le titulaire et exempts de tous défauts d'aspects ou fonctionnels. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qu'il jugerait utiles à cet égard, pendant et après les travaux.

Le titulaire s'engage à remplacer immédiatement et à la demande du Pouvoir Adjudicateur, tout équipement reconnu non conforme.

## **11 GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

Les délais de garantie et de maintenance sont décrits dans le CCTP.

## **12 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD CADRE**

---

### **12.1 Généralités**

Toute modification affectant le Titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance de la ville de la Ferté Macé dont les coordonnées figurent sur la page de garde du présent document.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publié dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### **12.2 Modifications mineures**

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- modification de l'adresse d'envoi des bons de commande que le titulaire a renseignée dans son acte d'engagement et le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- modification des coordonnées bancaires ;
- modification de l'adresse électronique utilisée pour la transmission des bons de commande. Cette information doit être transmise au moins 15 jours calendaires avant la date à partir de laquelle elle doit être utilisée pour l'attribution des bons de commandes.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant, mais doivent néanmoins être communiquées dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, dans les différents outils de gestion.

### **12.3 Modifications majeures**

Le Titulaire doit informer la Ville de LA FERTE MACE aux adresses mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'accord cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord cadre au nouveau titulaire.

Sont également considérées comme majeures toute autres modifications affectant la capacité du titulaire à exécuter l'accord cadre. Aussi, tout évènement, conduisant notamment le titulaire à ne plus pouvoir présenter d'offres en réponse aux consultations doit être porté à la connaissance de la ville de La Ferté Macé.

## **13 CAUTIONNEMENT, AVANCE, ACOMPTE ET RETENUE DE GARANTIE**

---

### **13.1 Cautionnement**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

### **13.2 Avance**

Sans objet

### **13.3 Acompte**

Sans objet

### **13.4 Retenue de garantie**

Sans objet

## **14 PRIX**

---

### **14.1 Forme des prix**

14.1.1 Prix sur devis avec entête de l'entreprise

Rédigé en euros

14.1.2 Prix pour la maintenance

Sans objet.

14.1.3 Prix pour évolution du matériel, interventions lourdes.

Sans objet.

### **14.2 Evolution des prix**

#### 14.2.1 Evolution des prix sur BPU

Sans objet.

#### 14.2.2 Evolution des prix pour la maintenance

Sans objet.

### 14.3 Clause butoir et clause de sauvegarde

Sans objet.

## 15 EXECUTION FINANCIÈRE DU MARCHÉ

---

### 15.1 Émission des engagements juridiques

Conformément à l'article R2162-13 et 14 du code de la commande publique, le marché s'exécute au moyen d'engagement juridique validé électroniquement par les responsables désignés par la ville de la Ferté Macé.

Les engagements juridiques (bon de commande).

Chaque engagement juridique est adressé par courriel ou courrier. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que tout engagement juridique arrivant par courrier est bien une première commande et non une confirmation de courriel.

*Nota : Le titulaire s'engage à retourner un accusé de réception de la prestation commandée.*

Tout engagement juridique comporte les renseignements suivants :

- L'identification de l'établissement.
- La désignation et l'adresse du service émetteur.
- La référence de l'engagement juridique.
- L'adresse précise de la facturation.
- La désignation exacte des prestations.
- Le prix.
- La date d'émission du bon.
- Le nom du signataire électronique.

### 15.2 Modalités d'émission des factures et des avoirs

Les factures sont libellées à l'adresse suivante :

Mairie de LA FERTE MACE  
SERVICES FINANCIERS



Place de la République  
61600 LA FERTE MACE

Le Titulaire transmet ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>).

- Le **numéro de SIRET**, qui identifie la Commune de LA FERTE MACE en tant que destinataire de la facture est : **200 060 960 00016**.

Les factures, outre les mentions obligatoires relatives au fournisseur, comportent impérativement les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique :

- L'identification complète du Titulaire du marché (raison ou dénomination sociale de l'entreprise, adresse) ;
- Son n° d'inscription au registre du commerce et des sociétés ;
- Les références du présent marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande
- La date de la facture
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Les désignations, références et quantités de la fourniture livrée ;
- Le montant détaillé €HT et €TTC, et le taux de TVA appliqué

### **15.3 Régime des paiements**

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans un délai de TRENTE (30) jours maximums.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par les services financiers dès lors que la facture a bien été présentée après admission des prestations comme dit ci-dessus. Dans le cas contraire, le délai commence à courir à compter de la date à laquelle l'admission des prestations est réputée acquise.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation.

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués au solde sont calculés sur le montant total du solde toutes taxes comprises.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à son opération principale de refinancement la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Avec le versement des intérêts moratoires, l'article D2192-35 du code de la commande publique fixe le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à quarante euros (40,00 €). Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable à l'établissement, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

Le mode de règlement est le virement.

### **15.4 Paiement des sous-traitants**

#### 15.4.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3 du C.C.A.G., applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 3 du C.C.A.G. Techniques de l'Information et de la Communication ;
- La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 à 62 du Code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

#### 15.4.2 Modalités de paiement direct.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Pouvoir Adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### 15.4.3 Achat sur catalogue auprès du titulaire

Sans objet.

## 16 DROIT – LITIGE – LANGUE -

---

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige entre les parties, celles-ci conviennent, préalablement à toute action en justice, de rechercher une solution amiable. En cas d'échec de cette procédure amiable, le règlement du litige éventuel sera réglé selon les lois et règlements du droit français, le Tribunal Administratif de Caen est seul compétent.

L'offre et les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française et adressées au Maire de LA FERTE MACE.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

## 17 RESPONSABILITE – ASSURANCE

---

### 17.1 Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer la prestation par le fait de l'administration ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

## **17.2 Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. (cf. CCTP)

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le titulaire doit justifier, dans un délai de cinq jours (5) à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ses contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie qui devra être illimité pour les dommages corporels. Les garanties devront être en rapport avec l'importance de la prestation.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de dix jours (10) à compter de la réception de la demande.

## **18 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES**

---

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont mis à disposition gratuitement par le titulaire, à l'adresse suivante : [mairie@lafertemace.fr](mailto:mairie@lafertemace.fr) ou transmis sur la boîte fonctionnelle suivante : [services.techniques@lafertemace.fr](mailto:services.techniques@lafertemace.fr).

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.